

N° 5161²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant modification de

1. la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
2. la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
3. la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

(7.11.2003)

Par lettre en date du 3 juillet 2003, réf.: 3840/TW/PJ, la ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a saisi pour avis notre chambre du projet de loi portant modification de 1. la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; 2. la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 3. la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Remarque préliminaire

Notre chambre se doit de constater que ce n'est que sur intervention de sa part par courrier du 1er juillet 2003 auprès du ministre des Relations avec le Parlement que le ministère de la Famille l'a saisie du projet de loi 5161 portant modification de 1) la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; 2) la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 3) la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Il est tout à fait rocambolesque de constater que le ministère de la Famille a omis de saisir les chambres professionnelles en cause alors que le projet de loi 5143 élaboré par le ministère du Travail et portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 dispose notamment dans son exposé des motifs que „la durée du congé parental va donc automatiquement être réduite en l'absence de l'entrée en vigueur, avant le 31 juillet 2003, d'une loi prévoyant la prorogation du régime actuel“.

Notre chambre regrette le manque de coordination entre les deux ministères cités et espère que le non-respect de la date du 31 juillet 2003 prévue pour l'entrée en vigueur de la loi prévoyant la prorogation du régime actuel sur le congé parental n'entraîne pas un désavantage pour les futurs bénéficiaires de ce congé.

Remarques textuelles

Ad article 1 (1) a)

Notre chambre se doit de constater que le texte du projet de loi est dénué de tout sens. Sinon comment expliquer qu'un enfant puisse être élevé avant sa naissance (date d'ouverture du droit au congé)? En

essayant d'intégrer dans une même phrase l'hypothèse des deux congés parentaux, l'auteur en a dérobé son sens.

Notre chambre préfère revenir au texte actuel et lui donner la teneur suivante:

„a) élève dans son foyer, pendant toute la durée du congé parental, un ou plusieurs enfants âgés de moins de 5 ans, pour lesquels sont versées des allocations familiales et qui remplissent à son égard les conditions prévues à l'article 2, alinéas 2 et 3 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales.“

Notre chambre ne voit pas l'intérêt d'introduire la notion de la „date d'ouverture du droit au congé“ qui n'apporte pas de plus-value juridique à la compréhension du texte, au contraire.

Voilà pourquoi elle demande de biffer le deuxième alinéa du point a) qui explique la notion de la „date d'ouverture du droit au congé parental“.

Ad article 1 (1) d)

A l'instar de ce que notre chambre a dit sur la notion de la „date d'ouverture du droit au congé parental“, notre chambre est d'avis qu'il serait plus utile de prendre en considération le moment du début du congé parental pour juger si le requérant est occupé légalement sur un lieu de travail.

Une personne qui demande le congé parental successivement au congé de maternité et qui n'est occupée au moment de l'entrée en congé de maternité que quatre mois auprès d'un employeur peut néanmoins bénéficier du congé parental si la période comprise entre l'entrée en congé de maternité et le début du congé parental est prise en considération.

En ce qui concerne le deuxième congé parental, le critère de l'occupation légale sur un lieu de travail doit également être la date du début de congé parental, car il se peut très bien que le requérant était occupé auprès d'un employeur au moment de la naissance de l'enfant, mais qu'il ne l'était plus au moment de la demande du congé parental.

La date du début du congé parental est d'autant plus pertinente que l'ancienneté (durée d'au moins 12 mois continus) est également calculée à partir du début du congé parental et non pas à partir de la date de naissance de l'enfant.

Notre chambre propose de redresser le premier alinéa du point d) et de lui donner la teneur suivante:

„d) est occupée légalement sur un lieu de travail situé sur le territoire du grand-duché de Luxembourg à la date du début du congé parental ...“

Ad article 1 (1) in fine

Notre chambre salue la prise en considération au titre de durée d'occupation requise de la période d'occupation en qualité d'auxiliaire temporaire, mais exige que toutes les autres mesures d'insertion professionnelle soient également prises en considération au titre d'occupation requise.

Ad article 1 (2) 1

Notre chambre est d'avis que le parent salarié doit être admis au bénéfice du congé parental en cas de changement d'employeur pendant la période de 12 mois précédant le début du congé parental ou pendant le congé parental.

Notre chambre ne voit pas pourquoi l'octroi du congé parental est tributaire de la volonté du nouvel employeur une fois que l'ancien employeur l'a accordé alors que l'article 36 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail prévoit le transfert de tous les droits (acquis) en cas de modification de la situation juridique de l'employeur et que l'article 3 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental dispose que le congé parental doit être pris en entier et en une seule fois.

Voilà pourquoi notre chambre propose de modifier le texte comme suit:

„(2) Par dérogation aux dispositions du paragraphe (1), lettre d), doivent être admis au bénéfice des dispositions du présent chapitre

1. le parent salarié en cas de changement d'employeur au cours de la période de 12 mois visée ci-avant ainsi que pendant la durée du congé parental. Lorsque le changement d'employeur intervient pendant la durée du congé parental, celui-ci doit être continué sans interruption.“

Ad article 2, alinéa 2

Notre chambre préfère remplacer l'expression floue de „titre d'engagement“ et de la remplacer par celle de „d'un autre contrat dans le cadre des mesures d'insertion et de réinsertion professionnelle telles que prévues par la loi modifiée du 12 février 1999 portant création du plan d'action national pour l'emploi“.

Ad article 2, alinéa 3

Il y a lieu d'ajouter un „s“ à „multiple“, car l'adjectif épithète se rapporte tant à la naissance qu'à l'adoption.

Ad article 2, alinéa 5

Notre chambre préfère remplacer dans la première phrase le terme de „infraction“ par celui plus commun de „violation“.

Ad article 3 (3), premier alinéa in fine

Notre chambre ne comprend pas le bout de phrase „à condition que le paragraphe 7 du présent article soit applicable“ qui détermine la prise du congé parental par un parent monoparental.

Elle estime pouvoir comprendre qu'en cas de concurrence d'un congé de même nature au titre d'un régime non luxembourgeois sollicité par l'un des parents, l'autre parent ne peut prendre le congé parental prévu par la présente loi qu'à partir de la fin du congé pris au titre du régime non luxembourgeois, à condition toutefois qu'il soit pris jusqu'à l'âge de 5 ans accomplis de l'enfant.

Ad article 6 (1)

Notre chambre se doit de constater que le texte ne règle pas le sort du contrat d'apprentissage pendant et après le congé parental bien que l'article 1 de la loi inclue également les apprentis.

Notre chambre insiste – en attendant la fameuse réforme de l'apprentissage maintes fois annoncée, mais toujours pas réalisée – sur l'intégration de dispositions spécifiques concernant l'apprentissage dans la loi sur le congé parental.

Sous réserve des observations formulées ci-dessus, notre chambre a l'honneur de vous communiquer qu'elle marque son accord au projet de loi sous rubrique.

Luxembourg, le 7 novembre 2003

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

Le Président,
Henri BOSSI

